

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 19/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROSERVE DASRI

21 RUE DES ENTREPRENEURS
ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS
78420 CARRIERES-SUR-SEINE

Références : -
Code AIOT : 0006523903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement PROSERVE DASRI implanté 21 RUE DES ENTREPRENEURS ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS 78420 CARRIERES-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du traitement de la mise en demeure du 10/08/2023 et de plaintes pour nuisances olfactives déposées à l'encontre de la société par plusieurs voisins.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROSERVE DASRI

- 21 RUE DES ENTREPRENEURS ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS 78420 CARRIERES-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0006523903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROSERVE DASRI est spécialisée dans la collecte et le traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Pour cela, elle met en œuvre une technique de pré-traitement et de désinfection des DASRI par broyage et chauffage. Ce procédé homologué (en référence à la norme NX 30-503-1 «Déchets d'activités de soins - Réduction des risques microbiologiques et mécaniques des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par les appareils de prétraitement par désinfection») consiste à modifier l'apparence des DASRI (suppression de l'impact psycho-émotionnel) et à réduire leur contamination microbiologique (suppression du risque infectieux), il permet également de réduire le volume des déchets jusqu'à 80%.

Les DASRI ainsi pré-traités sont assimilés aux déchets non dangereux et peuvent intégrer leur filière d'élimination similaire (hors compostage): incinération en usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) ou enfouissement en Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

Initialement implantée à Argenteuil, la société a déménagé en juillet 2022 ses activités à Carrières sur Seine, après délivrance d'une autorisation préfectorale d'exploiter le 25 janvier 2022, dans un bâtiment existant qui a déjà abrité des activités soumises à la réglementation des installations classées.

Les activités exercées sur le site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive).

Le site fonctionne du lundi 6h jusqu'au samedi 14h sans interruption. Sont employés sur site 56 personnes (majoritairement des chauffeurs, une dizaine de personnes en production et 7 personnes dans les bureaux).

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
4	Moyens de lutte et de protection	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	contre l'incendie				
5	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
7	Registre des déchets générés par l'installation	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Stockage de déchets particuliers	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
12	Conduits des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
13	IEM	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
14	Nuisances olfactives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Nature des déchets générés par l'installation	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Nature des déchets admis et interdits sur le site	AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure
10	Délais de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Registre des déchets entrants et sortants	AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a engagé des actions pour traiter les constats relevés lors de l'inspection précédente. En particulier, celles relatives à l'amélioration de la traçabilité des déchets entrants et sortants conduisent à considérer que **l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/08/2023 a été suivi d'effet.**

Par ailleurs, l'exploitant travaille toujours sur son projet de changement de technologie pour 2 de ses 4 banaliseurs. Le porter à connaissance (PAC) devant présenter les modifications envisagées et les impacts associés est toujours en cours de rédaction et n'a pas encore été transmis à l'inspection. L'exploitant indique qu'il devrait cependant pouvoir être transmis rapidement. L'inspection note qu'à ce stade le banaliseuse ECODAS (fonctionnement vapeur) n'est pas encore opérationnel. Sa mise en service devra attendre l'accord de l'inspection.

Enfin, depuis plusieurs mois, des nuisances olfactives susceptibles de provenir du site sont subies dans le voisinage. Des plaintes ont été adressées à la mairie et transmises à l'inspection. Les actions mises en œuvre jusque là par l'exploitant (arrêt des rejets de vapeur, fermeture des portes entre 2 chargements de camion) n'ont pas permis de régler la problématique.

Lors de la visite, l'inspection a identifié que la benne de déchets banalisés et le compacteur sont susceptibles d'être à l'origine d'émissions odorantes. Il conviendra donc que l'exploitant prenne des mesures nécessaires pour en réduire les impacts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

Prescription contrôlée :

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Critère	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
3510	A - IED	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	4 appareils de désinfection des DASRI de tout type ECOSTERY L 250 : 24 tonnes/jour + 3 appareils dont 1 Sterilwave 440 et 2 autres plus petits pour des essais	Capacité	≥ 10	24	t / j
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux	/	/	/	/	

		rubriques 2711, 2720, 2 7 6 0 , 2 7 7 0 , 2792, 2793 et 2795					
2718-1	A	Installatio n d e transit, regroupe ment ou tri des déchets dangereux , à l'exclusion d e s installatio ns visées a u x rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2 7 9 2 et 2 7 9 3	Stockage d e s déchets dangereux entrants	Quantité d e déchets dangereux susceptibl e d'être présente d a n s l'installatio n	≥ 1	45	t

(*) A (autorisation), IED : soumis à la directive IED relative aux émissions industrielles

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document sur les meilleures techniques disponibles en matière de « Traitement des déchets » (document BREF (Best REFerence) « Waste Traitement »).

Constats :

Lors de l'inspection précédente, seuls 2 banaliseurs Ecosteryl (fonctionnement micro-ondes) avaient été mis en service et un banaliseuse Ecodas (fonctionnement vapeur) était en cours de paramétrage.

La situation n'a pas évolué depuis la précédente visite. L'exploitant explique rencontrer des difficultés en lien avec la qualité des rejets aqueux (flux conformes mais dépassements en concentration de DCO, DBO5, Azote et pH). Des échanges avec le gestionnaire des eaux sont en cours. Les rejets sont estimés à environ 1m3/j.

Dans l'attente, le porter à connaissance, qui doit présenter les impacts engendrés par un changement de technologie de banaliseuse, n'a toujours pas été déposé:

Lors de l'inspection précédente, il semblait que le volume dédié au stockage de produits composés d'au moins 50% de polymères franchissait le seuil de la déclaration associé à la rubrique 2663 de la nomenclature des ICPE.

Il avait donc été demandé à l'exploitant d'évaluer son classement au titre de cette rubrique et ainsi que les dangers susceptibles d'être générés par le stockage extérieur, qu'il relève ou non du régime de la déclaration (modélisation flumilog).

Dans son courrier de réponse du 25/10/23, l'exploitant répond :

"Vous nous avez recommandé d'évaluer le classement au titre de la rubrique 2663 et d'évaluer les dangers susceptibles d'être générés par le stockage extérieur.

Nous avons réévalué le stockage d'emballages propres et par rapport au classement au titre de la rubrique 2663, la quantité stockée estimée est de 900m3 :

- *entrepôt zone propre 4 racks : 734m3 + 50m3 de volume ;*
- *stockage extérieur : 110m3 de volume ;*
- *soit 894m3 de volume total.*

Ces quantités seront intégrées au porter à connaissance, actuellement en cours de finalisation".

Le jour de l'inspection, l'exploitant précise que ces volumes ont finalement été réévalués à la hausse pour anticiper d'éventuels besoins :

- *entrepôt zone propre 4 racks : 800m3 ;*
- *stockage extérieur : 500m3 ;*
- *soit un total d'environ 1300m3.*

Le site relèverait donc du régime de la déclaration au titre de cette rubrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Le PAC relatif au changement de technologie de 2 des 4 banaliseurs n'a toujours pas été adressé à l'inspection. Ce PAC devra également intégrer les activités relevant de la rubrique 2663, et la conformité à l'arrêté ministériel de prescription général correspondant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que le plan des zones à risques ne permettait pas de visualiser les zones de stockage de matières combustibles, en particulier, au niveau du stockage des bacs (zone en attente de traitement, zone propre, racks, stockage extérieur).</p> <p>Dans son courrier de réponse, l'exploitant indique :</p> <p><i>"Nous avons modifié le plan des zones à risques et ajouté le caractère combustible au niveau du stockage des bacs (zone en attente de traitement, zone propre, racks, stockage extérieur) que vous trouverez en annexe 1. »</i></p> <p>Le plan a été mis à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Installation électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les rapports de contrôles de</p>

l'installation électrique Q18 et Q19 de 2023 relevaient des anomalies qui n'avaient pas encore été traitées.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant indique :

"Les dernières anomalies relevées ont été traitées :

- l'anomalie 1 concernant l'armoire TGBT Droite relevée dans le rapport de l'installation électrique par thermographie Q19 réalisée par Dekra le 31 janvier 2023, comme évoqué, avait déjà été levée par la société SOTEB. Vous trouverez en annexe 2a l'attestation de réalisation qui ne vous avait pas été présentée ;
- l'anomalie 2 concernant l'armoire broyeur 408 relevé dans le rapport de contrôle de l'installation électrique par thermographie Q19 réalisé par Dekra le 31 janvier 2023 a été levée par nos équipes (annexe 2b - facture achat matériel) ;
- l'anomalie relevée concernant le pouvoir de coupure insuffisant relevé dans le rapport de contrôle Q18 est en cours de traitement (pièces commandées). "

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le Q18 du 13/03/24 qui relève 3 anomalies dont 1 récurrente. Les actions correctives ont été réalisées en interne les 17/04/24, 18/04/24 et 30/05/24.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte et de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers, et au minimum :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- un réseau de poteaux incendie DN100 ou DN150 normalisés (NF EN 14384) fournissant au moins 150m³/h d'eau pendant 2h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, et respectant les distances suivantes :
100m au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par des chemins

praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir ;
à moins de 200m de l'installation pour les autres ;
à 5m au plus du bord de la chaussée, côté opposé au bâtiment ;

- un système de détection incendie avec report d'alarme ;
- un système de surveillance 24h/24 avec astreinte. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. L'exploitant fait réceptionner les moyens de défense extérieurs contre l'incendie de l'établissement dès leur mise en eau en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours joignable aux coordonnées suivantes : Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines SDIS78 - Groupe territorial EST Section prévision opérations CS 80103 - 78007 Versailles Cedex 01 39 04 66 00

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que les derniers rapports de contrôle de certains équipements de lutte et de protection contre l'incendie faisaient apparaître des anomalies qui n'avaient pas encore été traitées, notamment :

- un RIA fuyard ;
- un extincteur non fonctionnel.

Il avait également été constaté que :

- les poteaux incendie n'ont pas été contrôlés en simultané ;
- la fréquence annuelle de contrôle du système de désenfumage n'était pas respectée ;
- la fréquence annuelle de contrôle des obturateurs n'était pas respectée. Il avait été demandé également à l'exploitant d'établir les procédures de mise en œuvre.

Dans sa réponse, l'exploitant déclare :

"La société SEV-EAU a réalisé un diagnostic de mise en service de l'obturateur. Les travaux sont prévus début 2024. Vous trouverez en annexe 3 le MOP de mise en oeuvre de l'obturateur. Une causerie d'information sera faite aux personnels lorsque le matériel sera réparé.

L'obturateur et le suivi du contrôle simultané des poteaux incendies sur le site ont été ajoutés à l'inventaire des équipements des moyens de lutte et de protection contre l'incendie. La fréquence de vérification sera ainsi suivie.

Par ailleurs :

- *la fuite du RIA a été stoppée (annexe 8, facture à la suite de l'intervention) ;*
- *l'extincteur non fonctionnel identifié au niveau du dépôt a été remplacé (annexe 4 photos extincteur)."*

L'inspection a donc pu constater que 2 obturateurs ont été installés. L'exploitant présente la procédure sur les mesures à mettre en œuvre en cas d'incendie ainsi que le mode opératoire des obturateurs. Aucun pilote n'a été identifié pour ces actions (agents spécifiques/équipes ou SDIS).

Concernant les poteaux incendie, l'exploitant présente le devis adressé le 27/05/24 relatif au contrôle en simultané des débits. Néanmoins, le devis est en cours de révision car peu précis. Le

<p>prestataire n'a pas fourni de planning d'intervention.</p> <p>Enfin, l'exploitant présente le rapport de contrôle de dispositif de désenfumage du 06/03/24 qui conclut que les 20 trappes sont fonctionnelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conclusion :</p> <p>Les procédures de mise en œuvre des obturateurs ne précisent pas les acteurs susceptibles d'intervenir sur ces équipements en cas de sinistre (agents spécifiques/équipes ou SDIS). Le contrôle des débits délivrés en simultané par les poteaux incendie n'a pas encore été réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conception des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>Les déchets désinfectés (banalisés) sont stockés dans un maximum de 2 bennes de 30m³ chacune, étanches et à l'abri des précipitations. Ces bennes sont soit isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m. A défaut, l'exploitant réalise une étude d'incendie généralisé en considérant ces stockages. Les déchets sont régulièrement évacués vers des filières de traitement et d'élimination autorisées pour les recevoir. Les déchets désinfectés ne peuvent pas faire l'objet d'une valorisation matière ou d'un recyclage.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que 2 bennes de 30m³ de déchets étaient situées à l'extérieur sans être ni isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h, ni éloignées d'une distance d'au moins 8m. Aucune étude d'incendie généralisé en considérant ces stockages n'avait été réalisée.

Dans la réponse, l'exploitant indique :

"Nous avons contacté notre prestataire habituel Dekra. Son plan de charge est plein pour 2023. Nous avons contacté le CNPP et sommes en attente d'une proposition chiffrée à la suite de votre demande.

En outre, nous souhaitons lancer deux autres calculs de flux thermiques dans le cadre du porter à connaissance en cours. Le résultat de ces scénarios sera intégré dans le PAC".

L'inspection a constaté que les 2 bennes ont été déplacées et remplacées par une seule benne, qui récupère les déchets banalisés. Le mur n'a pas fait l'objet de travaux depuis la dernière inspection (parpaings sur environ 1,45m puis bardage, présence de fenêtres et d'ouvertures pour faire passer les conduits de déchets banalisés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : La benne de déchets banalisés située à l'extérieur n'est ni isolée du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ni éloignée d'une distance d'au moins 8m. L'étude d'incendie généralisée en considérant ce stockage n'est pas encore finalisée. Elle devra être intégrée au PAC (cf point de contrôle n°1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Nature des déchets générés par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.2

Thème(s) : Situation administrative, Nature des déchets générés par l'installation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	- 080318	- Cartouches d'impression

	<ul style="list-style-type: none"> - 150103 - 150101 - 150102 - 200101 - 200102 - 200108 - 190305 - 200132 - 200139 - 200140 - 200201 - 200203 	<ul style="list-style-type: none"> - palettes - carton - films plastiques - papiers - verre - déchets ménagers - broyats de banaliseur - médicaments périmés - matériaux de calage et pièces détachées non métalliques - déchets verts - consommables bureau
Déchets dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - 190110* - 130508* - 150110* - 150202* - 160504* - 180103* - 200121* - 200135* 	<ul style="list-style-type: none"> - huile hydraulique usagée - déchet séparateur hydrocarbures- emballages souillés (bidons vides de Habac) - vêtements et matériaux souillés - aérosols vides - déchets d'activités de soins (infirmierie) - néons et ampoules - DEEE (micro-onde, banaliseur, écran, cartes électroniques, ...)

Constats :

Notes

Lors de la précédente inspection, l'inspection a relevé que le registre des déchets ne permettait pas de suivre les déchets générés par le site.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant indique :

"Le registre des déchets transmis par courriel le 26 mai 2023 n'est pas le registre des déchets produits sur le site de Carrières sur Seine mais le registre des déchets entrants et sortants. En effet, ce dernier recense uniquement les déchets collectés, transités ou regroupés et non les déchets produits par l'activité.

Les déchets issus de l'activité du site sont suivis dans le registre des déchets de l'agence de Carrières sur Seine que vous trouverez en annexe 5."

La nature des déchets recensés dans le registre transmis est cohérente avec la liste autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre des déchets générés par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

<p>Constats :</p> <p>Notes</p> <p>A la lecture du registre des déchets générés par l'installation transmis suite à l'inspection précédente, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date d'expédition des déchets de cartons, films plastiques, papiers, ménagers et consommables de bureau n'est pas renseignée, car ces déchets sont éliminés "quotidiennement". Ainsi, la quantité de ces déchets n'est pas précisée. Les informations relatives au prestataire et au mode de traitement sont précisées. L'exploitant précise lors de l'inspection que les déchets sont récupérés par la collectivité dans le cadre de la tournée quotidienne des déchets ménagers et assimilés ; les prestataires de traitement des déchets de palettes, ferrailles et de tous les déchets dangereux (huiles hydrauliques usagées, boue de séparateur, emballages vides souillés, aérosols vides, néons et ampoules, DEEE, matériaux souillés et piles) n'ont pas encore été identifiés. Aussi, la quantité que représentent ces déchets n'est pas estimée. L'exploitant explique attendre d'accumuler un peu de stock avant de solliciter un enlèvement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conclusion : Les dates d'élimination de certains déchets non dangereux ne sont pas précisées (expéditions quotidiennes). Il conviendra que l'exploitant précise si un accord a été passé avec la collectivité pour la collecte de ces déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Nature des déchets admis et interdits sur le site

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 25/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets date d'échéance qui a été retenue : 10/01/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 de l'APMD :</p> <p>" La société PROSERVE DASRI, pour son installation située 21 rue des Entrepreneurs à Carrière sur Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers, est mise en demeure de respecter les dispositions</p>

issues des articles 6.4.2 et 6.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 janvier 2022, sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté:

- en précisant, dans le registre des déchets entrants, la nature exacte des déchets admis ;
- en mettant en place les actions nécessaires, notamment par la mise en place d'une procédure d'admissibilité, pour ne pas accepter des déchets non autorisés."

Article 6.4.2 de l'AP du 25/01/22 :

"Les déchets admissibles sur le site sont des déchets d'activités de soins à risques infectieux ou assimilés (DASRI) définis à l'article R1335-1 du code de santé publique.

TABLEAU

[...]"

Article 6.4.4 de l'AP du 25/01/22 :

"

Sont notamment interdits sur le site les déchets suivants :

- contenant des sels d'argent ;
- produits chimiques utilisés pour les opérations de développement et les clichés radiographiques ;
- radiographiques ;
- produits chimiques, explosifs, à haut pouvoir oxydant ;
- radioactifs ;
- pièces anatomiques et cadavres d'animaux ;
- produits toxiques volatils."

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que le registre des déchets transmis le 26/05/23 mentionnait l'admission de déchets non autorisés (codes 200135*, 200131*, 200101, 180102 et 180103*, déchets contenant des sels d'argent, déchets de produits chimiques utilisés pour les opérations de développement et les clichés radiographiques, déchets radiographiques, pièces anatomiques et cadavres d'animaux).

Dans sa réponse, l'exploitant indique :

"Comme nous vous l'écrivions dans notre courrier du 27 juillet dernier, le logiciel utilisé actuellement ne permet de faire la distinction entre les déchets déchargés sur le site (en transit/regroupement) et les déchets acheminés directement en exutoire. Comme vous l'avez notifié à la fiche de constat n°17, les dates du registre ne permettent pas de vérifier du bon délai de traitement.

Il est erroné de penser que tous les déchets enregistrés dans le registre déchets transitent par le site. La date renseignée est la date de collecte mais nullement la date de réception sur site (cette date n'est pas renseignée sur l'outil). Par conséquent, il ne nous est pas possible à date de prouver que seuls des déchets autorisés par notre AP ont bien transité sur notre site.

Par ailleurs, nous nous sommes rendus compte que l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2022 contient des coquilles dans la nomination des déchets admis sur le site et les codes déchets qui y sont associés.

En effet, vous constaterez que les DASRI ayant pour code "18 01 03" ne sont pas mentionnés, or il s'agit de notre cœur d'activité.*

Tout comme les déchets relevant du code 18 02 02 (déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis à vis des risques d'infection).*

[...]

Il n'y a pas de correspondance entre les deux colonnes "type de déchet" et "code déchet".

Nous vous proposons ci-dessous une correction du tableau.

[...]

Nous vous proposons ci-dessous un focus sur les déchets "non autorisés", à savoir les déchets ayant des codes 200135, 200131*, 200101, 180102.*

[...]

Par ailleurs, concernant les quantités en kg de déchets relevant du code 18 01 03 non précisée que vous avez relevé, il s'agit de tournée chutées où le chauffeur pour des raisons de fermeture, horaires d'ouverture décalée, de dépassement d'heure ou de passage à vide, n'a pas réalisé la prestation de collecte. Ces lignes ne devraient pas apparaître dans le registre. »*

« Les déchets contenant des sels d'argent, déchets de produits chimiques utilisés pour les opérations de développement et les clichés radiographiques, déchets radiographiques sont bien présents dans la typologie des déchets renseignée à l'article 6.4.2 de notre AP.

Les pièces anatomiques et cadavres d'animaux sont comme les PAOH interdits de transit sur le site. Ces déchets sont néanmoins collectés et emmenés directement en exutoires. »

Lors de l'inspection, l'exploitant précise les actions menées pour permettre de garantir que seuls des déchets autorisés soient acceptés sur site et de différencier, dans le registre, les déchets transitant sur le site de ceux collectés par PROSERVE et envoyés directement vers un incinérateur :

- le projet d'étiqueter les bacs ne sera finalement pas mis en place, car les bacs ne sont pas toujours retournés sur le site ;
- le projet informatique est très en retard mais continu d'être développé ;
- la différenciation entre les déchets transitant sur le site et les autres peut désormais se faire via les codes de traitement :
 - si le traitement réalisé correspond au code R1 (*Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie*), les déchets sont directement envoyés vers un incinérateur sans passer par le site de Carrières-sur-Seine ;
 - si le traitement réalisé correspond aux codes D9 (*Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 12 (par exemple, évaporation, séchage, calcination)*) ou R12 (*Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11*), les déchets sont réceptionnés sur le site de Carrières-sur-Seine.

Par échantillonnage, l'inspection examine la typologie des déchets renseignée dans le registre selon les codes R1, R12 et D9.

A noter qu'en filtrant par « animalerie », des déchets associés à des codes de traitement R1 et D9 sont retrouvés. L'exploitant précise qu'il ne s'agit pas de pièces anatomiques ou cadavres d'animaux mais de déchet de litière. Le code déchet utilisé est le 18 01 03* (déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection).

En filtrant sur « galapagos biocitech », pour lequel la mention « cadavres d'animaux » apparaissait explicitement lors de la précédente inspection, le code de traitement associé est R1.

Compte tenu des éléments de réponse apportés par l'exploitant ainsi que la méthode de différenciation mise en place, il peut être considéré que ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure a été suivi d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Stockage de déchets particuliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de déchets particuliers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés (déchets cytostatiques et cytotoxiques) ainsi que les déchets mercuriels d'amalgames dentaires admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseurs du site mais sont regroupés dans un local réservé spécifiquement à leur stockage, avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique des déchets dangereux ou une unité de valorisation pour les déchets d'amalgames. Les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseurs du site. Ils sont regroupés dans un local de regroupement des DASRI avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique DASRI. Les locaux susvisés sont distincts.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il a été relevé que les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels étaient stockés dans le même local et non dans 2 locaux distincts.

Il avait donc été demandé à l'exploitant d'évaluer les risques présentés par cette situation et d'intégrer ces éléments au PAC à venir.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant déclare :

"Nous avons toujours stocké les déchets cytotoxiques et les déchets souillés de médicaments anticancéreux dans le même local tout en respectant la réglementation ADR. Ceci est une coquille qui s'est glissée dans notre dossier de demande d'autorisation. Comme nous l'avons expliqué lors de la

visite, sur nos sites de traitement, les DASRI et autres sont entreposés dans des zones répondant aux caractéristiques suivantes :

- une inscription mentionnant leur usage est apposée de manière apparente sur la porte ;
- leur surface est adaptée à la quantité de déchets et produits à entreposer.

Nous allons notifier cette information dans le dossier de porter à connaissance en cours de rédaction."

Dans l'attente, la non-conformité est maintenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels sont stockés dans le même local.

L'exploitant doit évaluer les risques présentés par cette situation.

Le porter à connaissance relatif au changement de banaliseuse prévu par l'exploitant pourra intégrer cette évaluation et les propositions de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Délais de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.8

Thème(s) : Risques accidentels, Délais de traitement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/09/2023

Prescription contrôlée :

Les déchets à traiter par banalisation sont traités dans leur ordre d'arrivée et dans un délai maximum de 24h. Pour les déchets transitant sur le site et non destinés à être banalisés, la durée entre l'évacuation des déchets du lieu de production et leur incinération ne doit pas excéder 24h. La capacité de stockage des déchets à traiter sont adaptées à ces délais et n'excèdent pas celles mentionnées aux articles 1.2 et 6.3 du présent arrêté.

Constats :

Notes

Lors de l'inspection précédente, il a été relevé que, comme le registre des déchets ne précisait

pas la date d'arrivée des déchets admis, le respect de la durée de traitement ne pouvait pas être vérifié par ce biais.

Dans sa réponse, l'exploitant indique :

"En attendant la mise en production de notre projet d'amélioration de la traçabilité, nous avons demandé auprès de notre prestataire ISD de nous requalifier le rôle que doit jouer le registre des déchets à savoir délivrer toutes les informations clés autour du parcours des déchets dangereux depuis leur prise en charge jusqu'au traitement final des dernières années. »

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un registre modifié intégrant des colonnes permettant de faire le calcul de la durée de traitement.

Par échantillonnage, l'inspection constate que la durée de traitement, pour les cas consultés, était inférieure à un jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/08/2023, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets
- date d'échéance qui a été retenue : 10/01/2024

Prescription contrôlée :

Article 2 de l'APM du 10/08/23 :

"

La société PROSERVE DASRI, pour son installation située 21 rue des Entrepreneurs à Carrière sur Seine (78420) Zone Industrielle des Amandiers, est mise en demeure de respecter les dispositions issues des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif à la tenue du registre des déchets entrants sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté en tenant à jour le registre des déchets entrants et sortants de manière à ce que l'ensemble des informations réglementaires attendues soient renseignées pour assurer la correcte gestion et traçabilités des déchets, notamment :

- informations concernant les déchets produits sur le site ;
- date de réception des déchets sur le site ;
- dénomination usuelle des déchets entrants ;
- quantité de déchet en kg ou tonne ;
- informations relatives à l'ensemble de la chaîne de traitement du déchet ;
- informations permettant d'évaluer la quantité de déchets encore présents sur le site ;
- informations permettant de contrôler le respect de la durée de traitement des déchets."

Article 1 de l'AM du 25/05/23 :

« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de

déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

»

Article 2 :

« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée."

Constats :

Lors de l'inspection précédente, il avait été constaté que le registre des déchets n'était ni complet ni correctement renseigné. En particulier :

- la date de réception des déchets sur le site n'est pas renseignée ;
- la dénomination usuelle du déchet n'est pas explicite ;
- la quantité de déchet en kg n'est pas renseignée ;
- les informations relatives au traitement ne sont pas cohérentes (type de traitement et destination de traitement) et ne permettent pas de suivre l'ensemble de la chaîne de traitement du déchet ;
- le registre ne permet pas d'évaluer la quantité de déchet encore présent sur le site.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant indique :

« Comme nous vous l'avons expliqué lors de votre visite le 25 mai, nous travaillons depuis plusieurs mois avec notre fournisseur de logiciel, ISD, sur un module de traçabilité au bac. Ce module est nécessaire pour la bonne mise en place de Trackdéchet et permettra d'obtenir un registre déchets conforme à la réglementation.

Nous pourrions entre autres renseigner et tracer :

- la date de collecte des déchets (déjà fait);
- la date de réception effective sur le site ;
- les informations relatives au regroupement et au traitement ;
- la date de traitement (déjà fait). "

L'inspection a pu constater sur le registre que les informations suivantes étaient disponibles :

- informations concernant les déchets produits sur le site ;
- date de réception des déchets sur le site ;
- dénomination usuelle des déchets entrants ;
- quantité de déchet en kg ou tonne ;
- informations relatives à l'ensemble de la chaîne de traitement du déchet ;
- informations permettant d'évaluer la quantité de déchets encore présents sur le site ;
- informations permettant de contrôler le respect de la durée de traitement des déchets.

Concernant la dénomination usuelle des déchets entrants, l'inspection constate qu'il est fait principalement mention de « DASRI » ou de « Cytotoxiques ».

Concernant les informations permettant d'évaluer la quantité de déchets encore présents sur le site, l'exploitant précise que le traitement informatique actuel ne permet que d'estimer la quantité à l'échelle d'une semaine.

L'exploitant a donc mis en place un système physique d'îlots permettant de voir rapidement la quantité de déchets restant sur site. Le jour de l'inspection, dans l'îlot correspondant au flux diffus de la tournée du 04/06/24, ont été observés 6 lignes de 6 bacs.

Considérant les éléments présentés par l'exploitant, il est considéré que ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure a été suivi d'effet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Conduits des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmo

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2023

Prescription contrôlée :

	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	D é b i t nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	4 banaliseurs	11,3	1	Poussière et COV dont toluène, dichloromét h a n e , éthanol et méthane	9600	10

Le conduit est équipé de filtres à particules et de caisson de charbon actif. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs, notamment concernant le choix des fréquences de renouvellement, permettant de garantir l'absence de saturation des charbons actifs et des filtres. L'exploitant réalise un suivi du poids des charbons actifs. Les résultats sont pris en compte pour l'élaboration des procédures de gestion, notamment de renouvellement, des charbons actifs.

Constats :

Lors de la précédente inspection, il a été constaté que le dernier rapport de contrôle des effluents atmosphériques mettait en évidence que la vitesse d'éjection minimale des gaz n'était pas respectée.

Il a donc été demandé à l'exploitant de transmettre les caractéristiques du conduit d'extraction des rejets atmosphériques (notamment le diamètre).

Dans sa réponse, l'exploitant indique :

"Votre constat a révélé une erreur de rédaction dans notre AP. En effet, le diamètre exact de la cheminée est de 200mm.

Concernant la vitesse d'éjection, nous allons solliciter une dérogation concernant la mesure de la vitesse et de débit d'air dans notre PAC. La comparaison aux valeurs limites ne tient pas compte explicitement de l'incertitude associée au résultat. La vitesse d'éjection n'est pas dans le domaine d'application imposé par la norme pour qu'elle soit COFRAC".

Dans l'attente de la réception du PAC, la non-conformité est reprise en l'état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Le dernier rapport de contrôle des effluents atmosphériques met en évidence que la vitesse d'éjection minimale des gaz n'est pas respectée.

L'exploitant devra transmettre les caractéristiques du conduit d'extraction des rejets

atmosphériques (notamment le diamètre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : IEM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmo
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fournit, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une interprétation de l'état des milieux. Cette étude porte sur les rejets atmosphériques et est réalisée conformément au guide technique INERIS : Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées (septembre 2021).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que le délai pour rendre l'IEM était dépassé. Considérant que l'exploitant envisage d'apporter des modifications à son installation et que ces modifications impacteront les rejets émis, il avait été recommandé que l'étude soit réalisée en tenant compte des modifications et intégrée au porter à connaissance attendu. Le délai laissé pour transmettre l'étude est prolongé d'un an (jusqu'au 25/01/24).</p> <p>Dans sa réponse, l'exploitant déclare : <i>"Nous avons demandé à notre bureau d'étude d'intégrer dans l'étude IEM les rejets d'eau usée dans les milieux pour des résultats attendus début 2024. "</i></p> <p>Par courriel du 19/06/24, l'exploitant a transmis la présentation de la méthodologie proposée par le bureau d'étude choisi pour l'IEM. Seul le vecteur Air est concerné pour l'instant, du fait des difficultés rencontrées pour la mise en place des banaliseurs Ecodas.</p> <p>La localisation des points de mesure a été déterminé en tenant compte à la fois des statistiques météorologiques locales (rose des vents) et de l'étude de risque sanitaire du site (notamment les enjeux identifiés à proximité). 6 points de mesure sont retenus.</p> <p>Les principaux traceurs retenus sont les suivants : La campagne de prélèvement d'air portera donc uniquement sur ces polluants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COV (composés organiques volatils), en particulier toluène, dichlorométhane et éthanol ;

- Poussières (PM2,5 et PM10).

Cette méthodologie n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Le délai pour rendre l'IEM est dépassé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Constats :

Par courriel du 12 octobre 2023, la mairie de Carrières-sur-Seine a transmis à l'inspection une plainte relative à des nuisances olfactives et des fumées provenant du site exploité par la société. Par courrier du 24 octobre 2023, l'exploitant a indiqué que les odeurs ont été générées lors des tests réalisés dans le cadre du projet de changement de technologie de banaliseuse (test sur l'optimisation des consommations d'eau de refroidissement). Ces tests devaient être finalisés d'ici la fin de l'année 2023.

L'exploitant a déclaré que suite aux plaintes, le circuit fermé des échanges de vapeur a été remis en place pour éviter tout rejet et gêne olfactive.

Néanmoins, les nuisances ont de nouveau été perçues en avril, mai et juin 2024. Selon les plaignants, les nuisances sont perçues au moins une fois par semaine et ont été caractérisées comme "nauséabondes et irritantes", notamment pour la gorge. Les nuisances peuvent également être senties tard en fin de journée et très tôt le matin.

Lors de l'inspection, des odeurs ont été ressenties par l'inspection à l'extérieur à proximité de la benne de déchets banalisés et du compacteur.

Les bacs situés à l'extérieur sont vides et aucune odeur n'a été identifiée par l'inspection, y compris au niveau de la zone de nettoyage des bacs.

Les bacs sont ouverts qu'au moment de leur vidange dans les banaliseuses. Par échantillonnage, l'inspection a constaté que les bacs ouverts et non verrouillés étaient vides.

L'inspection s'est également rendue dans les alentours du site et à proximité des plaignants les 5, 14 et 25 juin ainsi que les 24 et 26 juillet à différents horaires.

Des odeurs, comparables à celle identifiée à proximité de la benne et du compacteur, ont été perçues les 5 et 25 juin de l'autre côté de la voie ferrée.

Par courriel du 28/06/24, l'exploitant a informé l'inspection que l'un des plaignants était fortement gêné depuis plusieurs jours par des odeurs provenant du site. L'exploitant a présenté les causes suivantes :

- l'augmentation du volume de déchets présent sur le site du fait de la fermeture de plusieurs incinérateurs fin juin/début juillet 2024 (situation connue et suivie par la DRIEAT) ;
- la remontée des températures ;
- le fonctionnement 24h/24 et 7j/7.

Pour limiter la nuisance, il s'engage à fermer les portes le plus possible entre 2 déchargements / rechargements de camions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Les activités du site sont à l'origine de nuisances olfactives. Les premières mesures qui ont été prises par l'exploitant pour les limiter (arrêt des rejets de vapeurs, fermeture des portes entre les phases de chargement/déchargement) n'apparaissent pas suffisantes. Il convient en particulier que l'exploitant mette en œuvre des mesures au niveau de la benne de déchets banalisés et du compacteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois